

- la ministre responsable de la région de la Mauricie;
- le ministre responsable de la région des Laurentides, de la région de Lanaudière et de la région de l'Abitibi-Témiscamingue;
- le whip en chef du gouvernement;
- le président du caucus des députés ministériels.

En outre, tout membre du Conseil exécutif peut, sur demande de la présidente du Comité, agir à titre de membre du Comité lors d'une réunion.

2. La ministre des Affaires municipales et des Régions et ministre responsable de la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine est la présidente du comité et le ministre responsable de la région du Bas-Saint-Laurent, de la région de la Côte-Nord et de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, le vice-président; le vice-président remplace la présidente lorsque celle-ci est absente, n'est pas disponible ou présente un document.

3. Le quorum du Comité est de trois membres, dont celui qui préside la réunion.

4. Le Comité tient ses réunions aussi souvent que cela est nécessaire ou lorsque le premier ministre le demande.

5. Tout membre du Conseil exécutif peut assister aux réunions du Comité et y faire les représentations qu'il juge utiles.

6. Le secrétariat du Comité est assuré, au sein du Secrétariat général du Conseil exécutif, par le Secrétaire des comités ministériels de coordination.

MANDAT DU COMITÉ

7. Le Comité a pour mandat d'assurer le leadership, la cohérence et le suivi des actions gouvernementales en matière de développement régional.

QUE le présent décret remplace le décret n^o 902-2004 du 30 septembre 2004, modifié par les décrets n^{os} 923-2004 du 6 octobre 2004 et 116-2005 du 18 février 2005.

Le greffier du Conseil exécutif,

GÉRARD BIBEAU

47944

Gouvernement du Québec

Décret 311-2007, 25 avril 2007

CONCERNANT le Comité de législation

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE le décret n^o 292-2007 du 19 avril 2007 soit modifié par le remplacement, dans le premier alinéa de l'article 16 du dispositif, de « 13 et 14 » par « 14 et 15 ».

Le greffier du Conseil exécutif,

GÉRARD BIBEAU

47945

Gouvernement du Québec

Décret 312-2007, 25 avril 2007

CONCERNANT le ministre des Ressources naturelles et de la Faune

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE le ministre des Ressources naturelles et de la Faune soit désigné pour agir à titre de ministre chargé de l'application de la Loi sur Hydro-Québec (L.R.Q., c. H-5), et ce, conformément au paragraphe 3^o de l'article 1 de cette loi;

QUE lui soit confiée la responsabilité de l'application du chapitre III de la Loi assurant la mise en œuvre de l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec (L.R.Q., c. M-35.1.2), et ce, conformément à l'article 26 de cette loi;

QUE lui soit confié, conformément à l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18), la responsabilité de l'application des dispositions législatives ou des lois suivantes :

1^o la Loi approuvant la convention de la Baie James et du Nord québécois (L.R.Q., c. C-67);

2^o la Loi approuvant la Convention du Nord-Est québécois (L.R.Q., c. C-67.1);

3^o la Loi sur le mode de paiement des services d'électricité et de gaz dans certains immeubles (L.R.Q., c. M-37);

4° la Loi sur la Société de développement autochtone de la Baie James (L.R.Q., c. S-9.1), sauf à l'égard des responsabilités confiées par celle-ci à la ministre des Finances;

5° la Loi sur les systèmes municipaux et les systèmes privés d'électricité (L.R.Q., c. S-41), modifiée par le chapitre 46 des lois de 2006, sauf à l'égard des responsabilités confiées par celle-ci à la ministre des Affaires municipales et des Régions;

QUE le présent décret remplace le décret n^o 124-2005 du 18 février 2005, modifié par les décrets n^{os} 172-2005 du 9 mars 2005 et 1230-2005 du 14 décembre 2005.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

47946

Gouvernement du Québec

Décret 313-2007, 25 avril 2007

CONCERNANT le ministère de la Famille et des Aînés

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE, conformément à l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18), le ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine soit désormais désigné sous le nom de ministère de la Famille et des Aînés.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

47947